

Communiqué de presse

Paris, le 4 mars 2023

Mobilisations pour le climat et la justice sociale !

En mars, des dizaines de rassemblements auront lieu en France à l'occasion de l'appel à la grève internationale des jeunes pour le climat. SUD éducation est solidaire des mobilisations de la jeunesse pour le climat et appelle l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale et des universités à prendre part à la mobilisation pour la justice sociale et climatique.

La lutte contre le dérèglement climatique ne peut plus attendre : les sept années les plus chaudes jamais mesurées ont toutes eu lieu depuis 2015, année de l'accord de Paris. Les conséquences du réchauffement sont déjà visibles et menacent à court terme l'ensemble de la population mondiale, notamment les plus pauvres qui en sont les premières victimes. Dorénavant, chaque été, les épisodes de canicule, de sécheresse et d'incendie sont l'illustration sous nos yeux de l'inaction climatique de ces gouvernements. Et on redoute déjà de manquer d'eau à l'été 2023. Ce sont les pays les plus pauvres qui paient le plus lourd tribut comme au Pakistan où 50 millions de personnes ont été contraintes de quitter leur foyer en raison d'inondations meurtrières. Les prévisions scientifiques qui se succèdent vont toutes dans le sens d'un avenir de plus en plus inquiétant et auront des conséquences sur nos systèmes économiques et sociaux (emploi, retraites, accès aux besoins essentiels, sécurité sociale...).

Pourtant, le gouvernement ne prend aucune véritable mesure susceptible d'entraîner une transformation écologique et sociale de nos économies. Au contraire, il tente de nous imposer une réforme des retraites injuste socialement et nocive pour l'environnement.

D'une part, elle s'inscrit dans le modèle productiviste et écocide du «travailler plus pour produire plus» alors que la finitude des ressources et la très grave crise écologique à laquelle nous faisons face nous imposent au contraire de réduire nos consommations, donc notre production, en réfléchissant aux besoins qui sont essentiels.

D'autre part, la réforme des retraites tend à accélérer le passage vers le financement individuel de la retraite par capitalisation adossée aux marchés financiers au détriment du système de solidarité de la retraite par répartition. C'est un cadeau du gouvernement aux fonds de pensions, aux banques et aux assurances, dont les marchés sont globalement tenus par les grandes compagnies pétrolières responsables de la situation planétaire d'urgence climatique.

C'est pourquoi la lutte contre la réforme des retraites est à la fois une lutte pour la justice sociale mais aussi une lutte pour la justice environnementale.

Alors qu'elle a la responsabilité de former les générations qui recevront de plein fouet les conséquences de nos choix actuels, l'Éducation nationale quant à elle se contente d'une écologie de vitrine avec par exemple une course à l'obtention du label écolo sous le nom de E3D (École/Établissement en Démarche de Développement Durable) Le verdissement des programmes scolaires se fait ainsi sans donner aux élèves de réelles armes leur permettant d'avoir l'espoir d'inverser la tendance.

Les personnels de l'Éducation nationale et des universités ont toute leur place en mars aux côtés de la jeunesse pour exiger une vraie reconversion écologique et sociale de la société.

Nous appelons les personnels à ne pas sanctionner la jeunesse dans la rue là où les mobilisations auront lieu sur le temps scolaire.

[Notre préavis de grève](#) couvre tous les personnels qui souhaitent marcher avec la jeunesse.

Changeons la société, pas le climat ! Nous exigeons :

- Des objectifs de réductions des émissions de CO2 réellement contraignants pour l'État et les entreprises ;

- Le développement et l'amélioration des services publics à même de répondre aux besoins de la population, en particulier en matière de santé, de transports et d'éducation ;
- Un statut protecteur des salarié·es afin de réussir la relocalisation et la transformation de notre économie ;
- Un droit à l'alimentation choisie et de qualité pour tou·tes, s'appuyant sur une agriculture paysanne et des circuits relocalisés ;
- Un revenu qui permette au plus grand nombre de vivre dignement en conciliant les enjeux de fin du monde et les contraintes de fin de mois.

Changeons l'école, pas le climat ! Nous revendiquons :

- Des bâtiments scolaires adaptés : végétalisation des cours de récréation, dépollution des sols, maîtrise de la consommation d'eau et d'énergie, diagnostics énergétiques communiqués au personnel et aux usager·e·s, production d'énergie renouvelable sur site ;
- La gestion et le tri des déchets, en recrutant du personnel en nombre suffisant pour effectuer ce travail supplémentaire : installation de poubelles de tri et de composteurs ;
- Un usage raisonné, économe et autonome des outils numériques : sortie du tout numérique, collecte et tri des déchets numériques, recrutement de personnel formé à l'entretien et à la maintenance des outils informatiques, usage de systèmes d'exploitation et de logiciels économes en énergie et à longue durée de vie en favorisant les logiciels libres ;
- Dans les cantines : réduction de la consommation de viande et de poisson, formations à la création de menus végétariens pour le personnel, renforcement des filières locales et biologiques sans hausse du prix du repas, fin des cantines centrales et retour à des cantines sur site ;
- Des enseignements qui permettent aux élèves de comprendre les mécanismes de la crise environnementale et d'identifier les moyens d'agir dessus.